



Monsieur Claude Wiseler
Président de la Chambre des Députés
Luxembourg

Luxembourg, le 16 septembre 2025

Monsieur le Président,

Conformément à l'article 80 du règlement de la Chambre des Députés, je vous prie de bien vouloir transmettre la question parlementaire suivante à Monsieur le ministre de l'Économie, des PME, de l'Énergie et du Tourisme, ainsi qu'à Monsieur le ministre des Finances.

Une récente enquête journalistique menée en France a mis en lumière le poids considérable des aides publiques aux entreprises, estimées à environ 270 milliards d'euros par an, et comprenant notamment des subventions directes, des crédits d'impôt, des exonérations de cotisations sociales ainsi que diverses niches fiscales. Ces aides, distribuées sans réelle conditionnalité, ont suscité un débat public sur leur transparence, leur efficacité économique et leur impact sur les finances publiques.

À l'heure où la soutenabilité budgétaire et la justice fiscale sont des enjeux centraux, il est nécessaire de disposer de données exhaustives et publiques sur les aides d'État et soutiens financiers consentis aux entreprises luxembourgeoises, toutes catégories confondues, qu'ils soient distribués par l'État central ou par d'autres entités publiques.

J'aimerais dès lors savoir :

1. Quel est le montant annuel global des aides, subventions, crédits d'impôt, exonérations ou allègements de cotisations sociales et autres avantages fiscaux et parafiscaux octroyés aux entreprises établies au Luxembourg ?
2. Comment ces montants sont ventilés par type de dispositif et par taille d'entreprise (micro-entreprises, PME, grandes entreprises, multinationales) ?
3. Comment ces montants sont ventilés par grands secteurs d'activité, en particulier l'industrie, l'artisanat et les secteurs financier et de la construction ?
4. Quelles mesures d'évaluation de l'efficacité économique et sociale de ces aides sont actuellement mises en œuvre, notamment en termes d'emplois créés, de recherche et d'innovation, et de respect d'objectifs sociaux et environnementaux ?
5. Quels sont les montants d'impôts et de cotisations sociales effectivement acquittés au Luxembourg par les entreprises bénéficiaires de ces aides sur les dix dernières années, de manière à pouvoir mettre en regard les soutiens publics reçus et leur contribution réelle aux recettes publiques ?

Veuillez croire, Monsieur le Président, en l'assurance de mon profond respect.

Franz Fayot
Député